

<https://www.jacobinmag.com/2020/01/morals-markets-human-rights-rise-neoliberalism-jessica-whyte>

Quand le néolibéralisme a pris les droits humains en otage

PAR [JEANNE MOREFIELD](#)

Lorsque les architectes du néolibéralisme ont concocté leur nouvel ordre économique au Mont Pèlerin, ils y ont inclus une dimension morale. En cooptant le concept autrefois révolutionnaire de droits humains universels, les néolibéraux ont remodelé le concept même de liberté en le reliant au principe du marché libre et ils l'ont transformé en arme à brandir contre toute résistance anticoloniale dans le monde entier.

Jessica Whyte débute son ouvrage *La morale du marché*¹ avec une anecdote sur l'incendie de la tour Grenfell en 2017, anecdote qui est à la fois horrible dans sa bassesse et très familière. À la suite de cet incendie dévastateur qui a tué soixante et onze personnes et jeté des centaines d'entre elles à la rue, Jeremy Corbyn a tout à fait raisonnablement suggéré que des immeubles de placement vides dans ce quartier chic de l'ouest de Londres soient réquisitionnés pour y loger les survivant.e.s qui dormaient alors sur des planchers dans les églises, les mosquées et des salles municipales.

La témérité de cette proposition a suscité l'indignation parmi les propriétaires et les investisseurs, ce qui a incité Daniel Finkelstein, son homologue du Parti conservateur, à comparer Corbyn à Hugo Chávez dans un éditorial du *Times*, affirmant que la réponse à cette proposition était inscrite dans le cadre des droits humains. Des protections en matière de droits humains existent, a-t-il poursuivi, précisément en de telles circonstances, afin que les personnes « puissent faire prévaloir leur liberté individuelle - dans ce cas concret, leur propriété - lorsque la volonté populaire est contre elles ».

Il serait facile, note Whyte dans son introduction, de taxer le recours à la rhétorique des droits humains comme étant cynique et égoïste de la part de Finkelstein. C'est d'ailleurs une réaction très courante parmi les intellectuel.le.s lorsqu'ils et elles sont confronté.e.s à l'hypocrisie de personnalités publiques comme Finkelstein, Niall Ferguson ou Thomas Friedman. Un tel rejet en bloc ne parvient cependant pas à rendre

¹ Titre original : *The morals of the market* (ouvrage non traduit).

compte à quel point la vision de Finkelstein en matière de droits humains émane « d'une longue lignée de politiciens et de penseurs néolibéraux ». En effet, comme le démontre Whyte, cette conception néolibérale des droits humains a été développée historiquement en parallèle et en lien étroit avec les « vrais » droits humains, à savoir le droit à un logement convenable ou encore le droit à l'eau, à l'assainissement des droits, qui eux semblent plus en adéquation avec une tragédie comme l'incendie de Grenfell.

L'ouvrage *La morale du marché* retrace et analyse ainsi ce développement, mettant l'accent sur les « relations historiques et conceptuelles entre les droits humains et le néolibéralisme » qui ont émergé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et connu un essor dans les années 70 et 80. Plutôt que de traiter les droits humains et le néolibéralisme comme deux logiques mondiales distinctes - l'une formulée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'autre dans la déclaration méprisante de Margaret Thatcher selon laquelle « il n'y a pas d'alternative » à l'austérité - Whyte éclaire comment les droits humains « sont devenus l'idéologie dominante d'une période marquée par la disparition des utopies révolutionnaires et de la politique socialiste ».

Magnifiquement écrit, théoriquement sophistiqué et abrasif à la fois, l'ouvrage de Whyte suit l'évolution de cette idéologie depuis ses origines dans les années 1940, son évolution pendant la période de l'après-guerre, l'implication des Chicago Boys au Chili, la montée d'Amnesty International, la perversion de l'opposition au tiers-mondisme, et enfin l'antiétatisme des ONG de défense des droits humains dans les années 80. Bien sûr, elle n'est pas la première chercheuse à s'interroger sur les recoupements et parallèles bien commodes entre les droits humains et le néolibéralisme. Samuel Moyn, par exemple, décrit les droits humains comme des « compagnons dépourvus de tout pouvoir » d'un programme économique mondial néolibéral. En 2004, Wendy Brown observait également que le néolibéralisme et les droits humains semblaient « converger parfaitement » pour légitimer un programme impérialiste de libre-échange mondial.

Mais ni Moyn ni Brown n'explorent pleinement cette convergence, et ce qui prévaut est le sentiment persistant, selon les mots de Moyn, que l'approche néolibérale des ONG de défense des droits humains de la fin du XX^e siècle semble « sortie de nulle part ». Dans

le cas de Brown, la relation fusionnelle entre le néolibéralisme et les droits humains qu'elle a observée contredit tout simplement une affirmation plus courante qu'elle reprend dans son ouvrage « *Défaire le dèmos* » (et aussi ailleurs) que le néolibéralisme est « expressément amoral tant au niveau de ses fins que de ses moyens », une idéologie qui repose exclusivement sur la réduction de l'essence humaine à l'*homo economicus*. En revanche, explique Whyte, ce qui « distinguait les néolibéraux du XX^e siècle de leurs précurseurs du XIX^e siècle » n'était pas « une vision réductrice de l'humain comme n'étant qu'un *homo economicus*, mais la conviction qu'un marché concurrentiel fonctionnel exigeait une base morale et juridique adéquate ». Elle soutient qu'explorer les origines et les fondements de cette approche morale des années 1940 et les relier à l'approche des droits humains des néolibéraux permet de mieux comprendre les concepts de droits humains néolibéraux, tels qu'on les retrouve plus tard au cours du siècle.

En mêlant enquête historique et critique théorique, le récit de Whyte révèle que les droits humains néolibéraux n'ont pas émergé « de nulle part », mais découlent plutôt d'une longue tradition néolibérale pleinement consciente et qui a consisté à forger des liens rhétoriques entre la morale du marché et les droits humains. Le fait qu'aujourd'hui nous vivions dans un monde où les droits humains des victimes de la Grenfell Tower - en grande partie des résidents noirs et d'origines diverses d'un logement social mal conçu - sont considérés à égalité avec les droits humains des propriétaires absents du quartier de Kensington, suggère à quel point la fusion idéologique entre ces deux mondes conceptuels a été concluante.

Whyte commence ainsi son livre en ramenant ses lecteurs en 1947, au moment où « la Commission des droits humains des Nations Unies s'est réunie pour la première fois à Lake Success ». Là, « un groupe d'économistes, de philosophes et d'historiens s'est réuni outre-Atlantique dans le village alpin suisse du Mont Pèlerin pour réfléchir aux principes qui pourraient présider à un nouvel ordre libéral ». Elle soutient que, contrairement aux défenseurs plus traditionnels de l'économie du laisser-faire du XIX^e siècle, les premiers fondateurs de la Société du Mont Pèlerin, comme Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, pensaient que la préservation de l'intégrité du marché requérait l'autorisation de certains types d'intervention de l'État.

Cela dit, pour pouvoir faire la distinction entre ce qu'ils considéraient comme de mauvaises formes d'intervention de l'État (par exemple, une intervention pour redistribuer la richesse et financer les services sociaux) et les bonnes (par exemple, une intervention pour forcer la privatisation des biens publics ou interdire la nationalisation des ressources naturelles), il fallait concevoir un cadre légal et un ordre moral propres au marché. En d'autres termes, afin de pouvoir arbitrer entre les « bons » et les « mauvais » modes de contrôle étatique, les fondateurs de la Société du Mont Pèlerin ont dû théoriser une vision hors du champ économique et concevoir un ordre moral qui corresponde à « leur propre perspective de ce que sont les droits humains » et qui servirait de « soutien moral et juridique » à un État qui pourrait ainsi intervenir stratégiquement et se retirer en temps opportun. Cet exercice a produit un fatras de concepts idéologiques déformés qui sont des truismes moraux pour les néolibéraux d'aujourd'hui. En voici quelques exemples :

- L'action politique est toujours violente alors que le marché est intrinsèquement/toujours pacifique.
- La liberté n'est possible que dans une société de marché.
- La dignité humaine et l'inégalité entre les êtres humains ne sont pas en contradiction.
- Le totalitarisme et la redistribution vont inévitablement de pair.
- L'impérialisme n'est pas le stade le plus élevé du capitalisme.

L'approche des droits humains développée par les penseurs de la Société du Mont Pèlerin reflète ces truismes et représente très probablement, selon Whyte, ce que Milton Friedman avait à l'esprit en 1992 lorsqu'il a affirmé qu'il ne faisait « aucun doute » que le but initial de la société était de « promouvoir une philosophie classique et libérale, c'est-à-dire une économie libre, une société libre, socialement, civilement et en termes de droits humains ». Encore une fois, comme avec la réaction méprisante de Finkelstein lors de l'incendie de Grenfell, il est tentant de qualifier Friedman, ardent soutien de Pinochet, comme étant un hypocrite. Mais Whyte insiste sur le fait que ce serait rater une occasion essentielle d'en apprendre davantage sur la logique interne qui préside à une conception des droits humains qui, à ce stade de l'histoire, était

devenue courante (voire carrément évidente) pour de nombreuses ONG de défense des droits humains.

Le premier chapitre décrit le fait que les néolibéraux du Mont Pèlerin ont élaboré leur approche des droits humains en miroir de celle de la Commission des Nations Unies, recourant à un langage qui reflétait celui du préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En accord avec les auteurs de cette Déclaration, ils ont déclaré que « la dignité et la liberté humaines » étaient les « valeurs centrales de la civilisation » et ils craignaient que ces valeurs soient en danger.

Mais comme l'exploration des archives par Whyte le révèle, pour les penseurs de la Société du Mont Pèlerin, le mot « civilisation » n'était pas seulement explicitement occidental et racialisé avec de présumés fondements situés en « Grèce, à Rome et dans la chrétienté » ni seulement fondé sur un « individualisme de base » associé à « Erasme, Montaigne, Cicéron, Tacite, Périclès et Thucydide. » La notion de civilisation impliquait également un engagement clair en faveur du capitalisme de libre marché. Un capitalisme qui, selon eux, était en danger à la fois à cause du communisme soviétique mais aussi compte tenu de la possibilité très réelle que des États se libérant du joug de l'impérialisme européen - et donc de la violence des colons, en passant par l'extraction des ressources, de la dépossession des terres, et d'une fiscalité prédatrice - pourraient choisir d'adopter des positions clairement anticapitalistes.

L'analyse historique de Whyte montre comment les fondateurs de la Société du Mont Pèlerin ont établi des liens explicites entre, par exemple, les valeurs de la « civilisation » et la logique impérialiste au cœur du mandat de la Société des Nations qui prétendait soutenir « des peuples qui ne sont pas encore capables d'autonomie dans les conditions difficiles du monde moderne » en leur imposant des politiques commerciales « d'ouverture ». Comme le démontre Whyte, les néolibéraux ont perfectionné leur approche de la notion de « liberté » en tant que droit humain en la reliant directement à la notion de liberté du marché face au contrôle de l'État. C'est cette notion qu'ils ont invoquée ensuite pour dénoncer les gouvernements postcoloniaux lorsque ceux-ci tentaient, par exemple, de nationaliser leurs ressources naturelles.

La morale du marché éclaire ainsi les liens d'une chaîne idéologique entre l'accumulation de capital sous le colonialisme européen, l'émergence des droits

humains néolibéraux dans les années 40, le triomphe d'un agenda économique néolibéral mondial dans les années 70 et 80 et le succès simultané des ONG de défense des droits humains comme Amnesty International et Médecins Sans Frontières (MSF) à la même période.

Dans le chapitre le plus accablant du livre (et donc forcément le plus controversé), Whyte explore les liens qui se sont tissés au milieu des années 1980 entre MSF et Liberté sans frontières (LSF), son « centre de recherche » à l'approche profondément néolibérale. Le centre a été créé, explique Whyte, pour contester « les affirmations de souveraineté postcoloniale et d'autodétermination économique » des tiers-mondistes de l'époque. Issu de la même logique qui avait jadis incité Frantz Fanon à observer que « l'Europe est littéralement la création du tiers monde », le tiers-mondisme est un mouvement et une école de pensée qui visait à remédier aux profondes inégalités en matière de richesse et de ressources mondiales causées par des centaines d'années de pillage européen. Même l'approche institutionnelle modérée du tiers-mondisme, intitulée « Nouvel ordre économique international », sanctionnée par l'ONU, était considérée comme trop radicale pour la LSF et ses alliés néolibéraux. La LSF a produit des brochures critiquant cette approche « pour avoir promu des thèses 'simplistes' qui rendaient l'Occident responsable du sous-développement ».

Whyte soutient qu'en discréditant le tiers-mondisme, ces ONG ont renforcé l'approche néolibérale de la notion de « liberté » comme étant l'absence d'intervention et de contraintes imposées par l'État. En outre, tout comme Amnesty International, MSF et LSF se sont fait l'écho de la conviction néolibérale selon laquelle l'action politique était intrinsèquement plus violente que la société (de marché) qui, si elle était correctement conçue, promouvait la liberté, la paix et la prospérité. Whyte montre ainsi de manière convaincante qu'au lieu de servir de « compagnons impuissants », les principales ONG de défense des droits humains de cette époque ont activement adopté une approche néolibérale de la liberté. Jumelée à la suspicion néolibérale vis-à-vis de l'action politique, cela a permis que l'intégralité de la responsabilité en matière de violence, d'instabilité et de pauvreté dans le tiers monde soit attribuée aux États du tiers monde eux-mêmes. En outre, l'adoption par les ONG des définitions de droits humains néolibérales a fourni, selon les mots de Whyte, une « couche de vernis progressiste » au programme anti-tiers-mondiste d'organisations comme le FMI, la Banque mondiale et des grandes puissances qui ont soutenu leurs politiques d'austérité abusives.

Ce « vernis progressiste » a été particulièrement utile pour apaiser les consciences des libéraux métropolitains qui - à la suite du Vietnam, du génocide au Cambodge ainsi que d'autres formes manifestement impérialistes d'interventionnisme américain - se sentaient quelque peu mal à l'aise face aux relations postcoloniales de l'Occident. Enfin, explique Whyte, leur soutien à une notion de « liberté » étroite et prescrite par le marché a rendu ces ONG complices des néolibéraux pour décrédibiliser encore plus « l'intervention politique et le pouvoir de contrainte » nécessaires pour préserver « les relations de 'libre marché' existantes ».

Au final, *The Morals of the Market* n'éclaire pas seulement les liens entre le néolibéralisme et les droits humains mais ouvre également la porte à des interrogations d'ordre historique et politique concernant l'impérialisme américain à l'ère postcoloniale, des considérations absolument essentielles en ce moment de l'histoire mondiale. Depuis leur première intervention orchestrée par la CIA au Moyen-Orient et en Amérique latine, les États-Unis ont activement œuvré pour renverser les gouvernements de dizaines d'États tout au long d'une ère prétendument postcoloniale, travaillant souvent main dans la main (comme au Chili) avec les opposants néolibéraux les plus féroce ment réfractaires à la nationalisation et à la redistribution.

Bien qu'il puisse être tentant de rejoindre les rangs d'intellectuels publics comme John Ikenberry, Michael Ignatieff et Anne-Marie Slaughter qui frémissent d'horreur à la vue de Donald Trump et face à la montée d'un nationalisme blanc mondial qui s'agrippe de plus en plus fermement à un ordre mondial libéral prétendument éternellement innocent, leur réaction ne mène à rien pour contester une réalité rendue possible grâce au mythe de la Pax Americana.

Le brillant ouvrage de Whyte expose de manière éclatante la violence et la laideur d'un ordre mondial libéral où la fusion entre néolibéralisme et droits humains encourage une politique de détournement clairement toxique. Au bout du compte, ce n'est qu'en assumant et en composant avec cette complicité historique qu'il sera possible d'imaginer un autre type de politique des droits humains pour l'avenir.